

Bulletin de l'Initiative Régionale sur les Ressources Naturelles (IRRN)

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA RÉGION DES GRANDS LACS (CIRGL)

Troisième édition, février 2012

Le nouveau Secrétaire Exécutif débute son mandat après un Sommet fructueux à Kampala

Kampala, décembre 2011

Le quatrième Sommet ordinaire des Chefs d'Etat de la CIRGL s'est tenu à Kampala, en Ouganda, le 16 décembre 2011, et a été précédé par une session spéciale dédiée à la thématique de la violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG) dans la région des Grands Lacs, sous le thème « Unis pour prévenir, mettre fin à l'impunité et appuyer les victimes des VSBG ».

Ouvrant le sommet, le Président sortant, S.E. Michael Sata Tshilufya de la République de Zambie, a officiellement cédé la présidence à S.E. Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République d'Ouganda, qui occupera la présidence de la CIRGL pour les deux prochaines années.

Ce sommet marque une étape importante dans l'histoire de la CIRGL, dans la mesure où il a été accompagné par un changement de leadership au Secrétariat de la CIRGL : après cinq années en tant que Secrétaire Exécutive, l'Ambassadeur Mulamula a été remplacé par le Professeur Alphonse Ntumba Luaba.

Le professeur de droit originaire de la République Démocratique du Congo a précédemment servi comme vice-ministre de la Justice et des Affaires parlementaires, ministre des Droits de l'Homme, secrétaire général du gouvernement de transition, secrétaire exécutif adjoint de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), et directeur de l'unité nationale du programme de démobilisation, désarmement et réinsertion sociale.

Comme priorités pour les années à venir, le Professeur a mentionné la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, et plus particulièrement le mécanisme de certification régional, la mise en œuvre de l'initiative sur les VSBG, le renforcement de la coopération transfrontalière dans les domaines liés à la paix et la sécurité, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire.



L'Ambassadeur Mulamula (à droite), Secrétaire Exécutive sortante, et le Professeur Alphonse Ntumba Luaba (à gauche), Secrétaire Exécutif entrant de la CIRGL.

Parmi les accords du Sommet, on peut noter entre autres l'engagement pris par les Etats Membres de la CIRGL d'intégrer les aspects de genre dans leurs politiques minières. Le Secrétariat de la CIRGL, soutenu par la GIZ, met en œuvre le suivi de cette décision avec la tenue d'une conférence régionale pour l'adoption de directives visant à intégrer la question du genre dans les politiques minières des Etats Membres (voir prochains événements en page 2).

Le sommet a également approuvé la création du Laboratoire d'Analyse de l'Empreinte Géologique, appuyé par la BGR, qui sera accueilli par la République unie de Tanzanie, sous l'autorité de la SEAMIC à Dar-es-Salaam.

La question de l'or à l'est de la RDC

En septembre et octobre 2011, la GIZ et la CIRGL ont commissionné l'ONG belge IPIS avec la conduite d'une étude sur la production d'or dans l'Est de la République Démocratique du Congo et les réseaux commerciaux régionaux.

Un des objectifs de cette étude était de faire un état des lieux, renforcer les connaissances disponibles sur la production d'or dans l'est de la RDC,



Dans ce numéro

- UN NOUVEAU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF A LA CIRGL
- LA QUESTION DE L'OR A L'EST DE LA RDC
- PUBLICATION DU RAPPORT DU GROUPE D'EXPERTS DE L'ONU SUR LA RDC
- BURUNDI : NOUVEAU CODE MINIER HARMONISÉ AVEC LE PROTOCOLE DE LA CIRGL
- RWANDA: ETAT PIONNIER DANS LE CADRE DU MÉCANISME DE CERTIFICATION REGIONAL
- ANNONCES ET PROCHAINS EVENEMENTS

et de faire une estimation de son importance dans le cadre du financement de conflits.

Un des principaux constats de la recherche est que 80% de l'or produit en RDC est actuellement exporté frauduleusement vers d'autres pays.

En termes monétaires, cela se traduit par une perte annuelle d'environ 122 millions de dollars pour le gouvernement de la RDC, avec plus de 2 tonnes d'or quittant chaque année la RDC de manière frauduleuse.

Un élément central dans le cadre de la mission a été la réunion qui s'est tenue avec les principaux responsables du ministère des Mines des provinces de l'Est de la RDC.

Les fonctionnaires des ministères ont partagé leurs idées sur cette question cruciale, mais ont également identifié une solution: la réforme des taxes minières du pays et au niveau régional.

Une autre recommandation de l'étude est de renforcer les efforts pour la formalisation du secteur minier artisanal.

Le rapport de l'ONU lance un appel pour éliminer le commerce illégal des minerais de la RDC

Le Groupe des Experts des Nations Unies sur la RDC a publié un rapport en décembre 2011. Selon le rapport, les gouvernements et les entreprises doivent redoubler leurs efforts pour renforcer le contrôle des chaînes d'approvisionnement de minerais de la région, en vue de mettre fin au commerce des minerais de conflit.

Même si quelques compagnies ont fait des progrès dans la mise en œuvre de leur devoir de diligence, le secteur minier reste dans son ensemble encore peu transparent, selon les auteurs du rapport.

Le rapport décrit également les implications qu'ont eu les changements politiques au niveau international, tels que la loi Dodd Frank, sur les dynamiques dans les flux de commerce de minerais dans la région.

Le rapport fait mention du travail effectué par la CIRGL en étroite collaboration avec le Secrétariat de l'OCDE, en lien avec les activités liées à la certification et la sensibilisation sur le devoir de diligence au niveau de la région.

Le rapport peut être téléchargé au lien suivant:

http://www.un.org/ga/search/view_doc.aspx?symbol=S/2011/738

Le Rwanda, pionnier dans la mise en œuvre du Mécanisme de Certification Régional

Trois sites pilotes au Rwanda (Rutongo, Nyakabingo et Gifurwe) sont en ce moment examinés pour vérifier qu'ils remplissent les standards du système de certification de la CIRGL.

Des inspections des sites miniers à l'échelle nationale sont planifiées. Les résultats de ces inspections seront intégrés à la base de données, puis partagés avec la CIRGL. Cette base de données servira d'outil pour gérer les inspections des sites miniers au niveau national.

Le Rwanda prévoit également la tenue d'ateliers pour informer les acteurs du secteur minier sur les critères d'inspection.

La CIRGL félicite et soutient le Rwanda dans ses efforts pour délivrer prochainement les premiers certificats régionaux de la CIRGL.

Le nouveau Code Minier du Burundi harmonisé avec le Protocole de la CIRGL sur les ressources naturelles

Une étude sur l'état de conformité de la nouvelle législation minière (Code Minier) au Burundi avec le Protocole de la CIRGL sur la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles a été menée sous la direction du Mécanisme National de Coordination de la CIRGL au Burundi.

Certains amendements sur le futur Code Minier ont été suggérés et les résultats partagés avec les autorités burundaises.



Mineurs artisanaux cherchant de l'or dans la province de Cibitoke, nord du Burundi

Annonces et Prochains Évènements

Atelier de planification de la BGR/GIZ avec la CIRGL

Bujumbura, février 2012

En préparation de la troisième phase du programme GIZ / BGR d'appui à la CIRGL, un atelier de planification aura lieu au cours de la dernière semaine du mois de février 2012 à Bujumbura.

Le programme conjoint GIZ / BGR, commandité par le gouvernement allemand, appuie les efforts du Secrétariat de la CIRGL et de ses États Membres dans le renforcement de leurs capacités ainsi que dans la mise en œuvre de l'Initiative Régionale sur les Ressources Natu-

Conférence sur le genre et le secteur minier

Bangui, République Centrafricaine, mai 2012

La question des violences sexuelles et basée sur le genre (VSBG) reste un problème très présent dans la région des Grands Lacs.

Lors du Sommet des chefs d'Etats de la CIRGL à Kampala en décembre 2011, les États membres se sont engagés à prendre des mesures pour prévenir les violences sexuelles, faire cesser l'impunité et fournir un soutien aux victimes des VSBG. Afin d'assurer le suivi de cette décision, une conférence conjointe avec la Communauté

Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) sur le genre dans le secteur minier dans la région des Grands Lacs se tiendra à Bangui, République centrafricaine, durant la deuxième semaine du mois de mai 2012. Comme résultat direct de cet événement, les États membres de la CIRGL mais aussi de la CEMAC étudieront un ensemble de directives visant à intégrer la question du genre dans les politiques minières nationales.

Dans certains États Membres de la CEMAC et de la CIRGL, bien que de nombreuses femmes soient engagées dans les activités minières et exposées à des modes de vie risqués et dangereux, elles sont rarement considérées dans les politiques minières.

Contact:

Silas Sinyigaya

Chargé de programme Démocratie et Bonne Gouvernance
Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs – CIRGL
Avenue du Gouvernement, B. P. 7076, Bujumbura, Burundi
Email: silas.sinyigaya@icglr.org, Tel : + 257 22 25 6824/5/7/9
Site internet : www.icglr.org